

# Pêche au lieu jaune : le cri d'alerte des ligneurs

Mi-décembre, l'Union européenne décidera de nouveaux quotas. Les pêcheurs, qui veulent préserver l'espèce menacée et continuer à vivre de sa capture, plaident pour un moratoire avec des dérogations.

« Pour le lieu jaune, c'est l'année ou jamais. Il faut écouter les scientifiques et que les choses bougent », plaide Ken Kawahara, lors d'une réunion des Ligneurs de la pointe de Bretagne, association dont il est le secrétaire général, ce vendredi au Conquet (Finistère). Face à lui, une trentaine de professionnels locaux acquiescent.

Beaucoup dépendent exclusivement de ce poisson à la chair très appréciée pour maintenir leur activité à flot, mais tous constatent une chute drastique des stocks : « Depuis dix ans, la baisse est considérable. Les plaisanciers viennent nous demander où est passé le lieu jaune », décrit Ondine Morin, marin-pêcheuse à Ouessant. « Avant on débarquait 450 tonnes entre février et mars, aujourd'hui c'est à peine 90 tonnes », ajoute un ligneur basé à Audierne.

## Des quotas incohérents

Les pêcheurs à la ligne, qui sont entre 300 et 400 sur la façade nord Atlantique, alertent sur la surpêche de lieu jaune depuis des années. Mais faute de données scientifiques, les quotas demeurent anormalement hauts : 8 000 tonnes autorisées en 2022, alors que les prises plafonnent à 1 558 tonnes...

Le 30 juin dernier, le Conseil international pour l'exploration des mers (CIEM), organe qui émet les avis scientifiques pour la Commission européenne, a jugé qu'« il ne devrait y avoir aucune capture » de lieu jaune en Manche et mer Celtique en 2024. Autrement dit, un moratoire.

Cette préconisation radicale n'est pas sans rappeler l'interdiction brutale de la pêche au bar, en 2016. Malgré



Les Ligneurs de Bretagne attendent avec appréhension la future décision européenne sur les quotas de lieu jaune pour l'année 2024. L'espèce est menacée en Manche et dans le golfe de Gascogne.

PHOTO : JOËL LE GALL / ARCHIVES OUEST-FRANCE

ça, l'espèce n'est toujours pas rétablie. « C'est quand le stock se porte bien qu'il faut prendre des mesures. Mais on attend toujours d'être dos au mur », regrette Ken Kawahara.

## Moratoire... avec exceptions

Si les ligneurs bretons s'expriment aujourd'hui, c'est qu'une échéance politique approche : autour du 12 décembre, les ministres de la pêche des États membres de l'Union européenne se réuniront pour décider des quotas alloués en 2024. Ils plaident pour un moratoire, mais avec

une dérogation accordée à leur activité : « Cela peut paraître égoïste, mais si on nous interdit le lieu jaune, on ne vit plus. C'est 70 % à 100 % de nos prises. Alors que pour les fileyeurs et les chalutiers, c'est qu'une petite partie de leur activité. »

## Une régulation « sans étrangler la profession »

Présent à cette réunion, le député finistérien Didier Le Gac (Renaissance) tempère : « La pêche va tellement mal, il ne faut pas monter les gens les uns contre les autres ». Même

ressenti chez l'eurodéputé brestois Pierre Karleskind (Renew), qui estime que l'Union européenne devrait proposer une régulation forte, mais « sans étrangler la profession ».

Au-delà des quotas, les ligneurs plaident pour deux autres mesures phares : un repos biologique (interdiction totale de pêcher) durant la période de reproduction de février à mars, et l'augmentation de la taille minimale autorisée pour débarquer du lieu jaune, de 30 à 40 cm.

Julia TOUSSAINT.

# Les 640 habitants de cette île attendent leur docteur

La seule généraliste de L'Île-aux-Moines arrêtera le 24 décembre. Un médecin à temps complet (ou plusieurs) est recherché. La mairie mettra le cabinet médical, une voiture et un logement à disposition.

Dans trois semaines, il n'y aura plus de médecin à L'Île-aux-Moines (Morbihan). La seule généraliste de la commune, qui compte 640 habitants à l'année, raccrochera le stéthoscope le 24 décembre prochain (1). « Nous recherchons activement un médecin à temps complet. Nous avons des pistes, mais nous restons ouverts à toute candidature », indique le maire, Philippe Le Bérigot.

L'objectif est d'assurer la continuité des soins et les urgences, dans cette île située à cinq minutes en bateau du continent. « Un travail collectif qui mobilise les acteurs de santé de l'île et les représentants des professionnels libéraux : ordre de médecins, communauté professionnelle territoriale de santé... », précise l'Agence régionale de santé de Bretagne. Car si l'Île-aux-Moines dispose



La seule généraliste de la commune de L'Île-aux-Moines (Morbihan) raccrochera le stéthoscope le 24 décembre.

PHOTO : ARCHIVES OUEST-FRANCE

d'une pharmacie et d'infirmiers, « il manque un prescripteur ». La patientèle est là, entre les habitants, permanents ou secondaires, les 21 rési-



dents de l'Établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (Ehpad), les vacanciers...

La mairie, déjà propriétaire du cabi-

net médical, va racheter « tout le matériel, jusqu'au mobilier et à la voiture de la généraliste sur le départ, que nous mettrons à disposition du ou des successeurs », ajoute Philippe Le Bérigot.

Le futur médecin pourra aussi, au moins provisoirement, loger sur place, dans un deux-pièces ; un atout non négligeable compte tenu des difficultés à se loger dans le golfe du Morbihan. Mais le maire n'envisage pas, « pour le moment », de salarier un généraliste. « Je ne désespère pas de trouver une solution, notre île est attractive. »

Julie SCHITTLY.

(1) Christine Hochard, arrivée début 2021 sur l'île, n'a pas souhaité s'exprimer.

## La Bretagne en bref

### Un chauffeur de 48 ans décède sur un chantier à Quéven

Une enquête pour homicide involontaire a été ouverte par le parquet de Lorient après un accident mortel du travail, hier à Quéven (Morbihan). Vers 11 h 50, un homme de 48 ans est décédé sur le site d'Izilo, le réseau de transports publics de Lorient Agglomération. La société de travaux publics qui l'employait y réalisait un chantier. Au cours d'une manœuvre de chargement de la benne d'un camion, ce chauffeur se serait retrouvé coincé, au niveau de la cage thoracique, entre le godet d'une pelleuse et le flanc d'un poids lourd.

Âgé de 30 ans, un employé d'Izilo,

qui avait tenté de réanimer la victime, a été transporté au Groupe hospitalier Bretagne Sud, à Lorient, en état de choc. Le conducteur de la pelleuse, âgé de 53 ans, a également été choqué et emmené à l'hôpital du Scorff, à Lorient.

Habitant le secteur, la victime décédée était réserviste à la compagnie de gendarmerie de Lorient.

« Les investigations nécessaires sont confiées à compagnie de gendarmerie de Lorient, outre le déplacement sur les lieux de l'Inspection du travail », précise le procureur de la République, Stéphane Kellenberger.

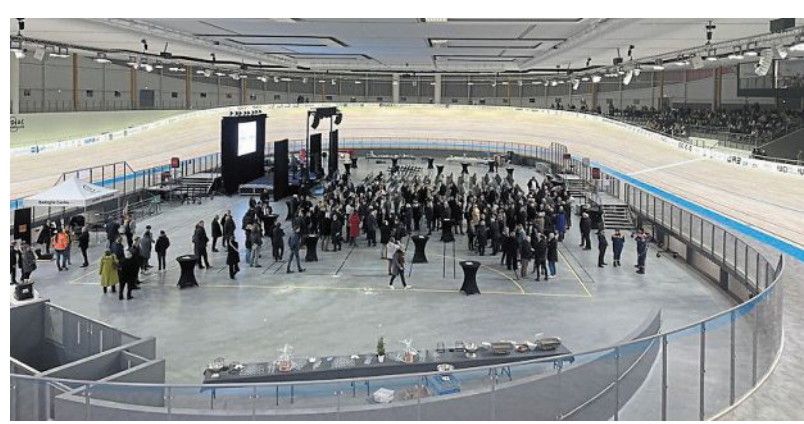
### Percuté par un tracteur, un trentenaire tué à Broons

La commune de Broons, au sud de Dinan (Côtes-d'Armor), a été endeuillée hier. Un habitant, marchant dans le centre-ville avec son chien, a été percuté par un tracteur alors qu'il traversait la route sur un passage piéton. Les faits se sont déroulés vers 16 h, rue de la Gare.

L'homme et son animal sont décédés. Le conducteur, un agriculteur

des environs âgé de 73 ans, a été pris en charge par les pompiers. Selon les premiers éléments, le soleil aurait gêné le conducteur du tracteur. Sur place, une dizaine de pompiers sont intervenus, ainsi que les gendarmes et le maire. Une enquête a été ouverte par la gendarmerie. La circulation dans le bourg a été interrompue pour l'intervention des secours.

### À Loudéac, le vélodrome de Bretagne a été inauguré hier



Près de 700 personnes ont assisté, hier, à l'inauguration officielle du vélodrome de Bretagne à Loudéac (Côtes-d'Armor).

PHOTO : OUEST-FRANCE

Près de 700 personnes ont participé à l'inauguration du vélodrome de Bretagne, à Loudéac (Côtes-d'Armor), dans le Centre-Bretagne.

Édifié en 18 mois, l'équipement est doté d'une piste en bois de 200 m et d'une aire centrale de 950 m<sup>2</sup> espère accueillir des compétitions de tous les niveaux et aussi organiser des animations évenementielles.

Le vélodrome a été retenu par le

comité d'organisation de Paris 2024, à l'occasion des Jeux olympiques comme site d'entraînement des délégations étrangères.

Le coût du chantier de cet équipement s'élève à 13,3 millions d'euros a été en partie financé par l'État, la Région, le Département des Côtes-d'Armor et un reste à charge de 4,1 millions pour Loudéac communauté Bretagne centre.

## Ces médecins réparent les cœurs autrement

Pour soigner les arythmies cardiaques, la polyclinique Saint-Laurent de Rennes met en œuvre une technique chirurgicale moins invasive.

C'est une pathologie qui touche entre 900 000 et 1,5 million de personnes en France. L'arythmie cardiaque se traduit par un trouble de rythme du cœur qui peut se mettre à battre trop vite ou trop lentement. « Elle peut être responsable d'accidents vasculaires cérébraux, d'insuffisance cardiaque et peut générer des symptômes très inconfortables pour les patients », précise le Dr Antoine Noël, cardiologue à la polyclinique Saint-Laurent de Rennes (Ille-et-Vilaine).

Outre le traitement avec des médicaments pour « réduire la fréquence des crises », une technique chirurgicale est développée : « On introduit un cathéter dans les veines pulmonaires qui vont délivrer des chocs thermiques, froids ou chauds, qui vont bloquer le flux électrique anormal. » Une technique efficace, mais qui présente des inconvénients. « L'action du chaud ou de froid, dans très faibles proportions, peut provoquer des lésions traumatiques sur les tissus avoisinants, dont l'œsophage et le nerf phrénique, avec des complications sévères. »

Une nouvelle approche chirurgicale est pratiquée depuis le début du mois à la polyclinique Saint-Laurent : l'électroporation. « On ne délivre plus une source thermique dans les veines pulmonaires, mais un champ électrique athermique qui va isoler



L'équipe qui a été formée, à la clinique Saint-Laurent, à cette nouvelle technique du cœur

PHOTO : OUEST-FRANCE

les cellules à l'origine de l'arythmie. » L'opération dure une quarantaine de minutes sous anesthésie générale. Un cathéter est introduit dans l'artère fémorale et est guidé jusqu'au cœur puis dans les veines pulmonaires. C'est là qu'est émis ce champ électrique athermique.

« Les études montrent que cette technique est au moins aussi efficace que les précédentes avec un meilleur profil de sécurité, indique le Dr Noël. Nous avons été formés par nos collègues de Lille qui utilisent l'électroporation depuis plus d'un an. » Le service de cardiologie de la Polyclinique Saint-Laurent est le premier en Bretagne à proposer cette technologie et le quinzième au niveau national.

Samuel NOHRA.

## Ils collent des airs bretons sur nos murs

Des artistes parisiens installent leurs boîtes à musique, en extérieur, dans plusieurs de nos villes. Et aussi un peu partout dans le monde.

De petits carrés aux couleurs du Gwenn ha Du (le drapeau breton). Et à l'intérieur, une petite boîte à musique et sa mini-manivelle. Les music-box fleurissent cet hiver, là où on ne les attend pas tout à fait. Œuvres du collectif parisien Atomik Nation, 500 de ces boîtes à musiques aux designs uniques se retrouvent placardées aux quatre coins de la planète, dans 15 pays. Collées ici et là par des artistes du collectif ou par leurs fans.

La Bretagne, ces jours-ci, est au centre des préoccupations d'Atomik Nation. À Lorient, Rennes, Vannes, Quimper, Concarneau, Pont-Aven, Le Faouët, Saint-Brieuc, Brest, Portsall, Morlaix... Les petites « Breizh music boxes » font l'objet de collages « sauvages ». Sans détériorer pour autant les murs ou les mobiliers urbains.

À Lorient, on retrouve Jérôme, membre du collectif. À deux doigts de coller une première boîte aux couleurs de la Bretagne, tout à côté de la statue du maître des sonneurs, Polig Monjarret. « C'est un hommage direct à un personnage important pour la musique en Bretagne, un précurseur. C'est aussi un remerciement à tous nos amis lorientais. Dont certains sont membres de notre collectif à Paris. » Et quand on tourne la petite manivelle ? « Un petit air de Tri Martolod, un titre qui fait



Jérôme est membre du collectif The Atomik Nation. Ses boîtes à musiques urbaines sont placardées dans toute la Bretagne.

PHOTO : OUEST-FRANCE

l'unanimité, un morceau emblématique qui a permis de faire naître la culture bretonne. »

Jérôme va multiplier les collages en Bretagne en décembre et janvier. « Nos boîtes sont parfois dérobées, parce qu'elles plaisent beaucoup, sourit l'artiste, et rarement détériorées parce que respectées. Cette nouvelle série dédiée aux Bretons fera aussi l'objet d'envois un peu partout dans le monde, là où sont les Bretons... »

Pierre WADOUX.

www.theatomiknation.shop

## Sida : plus de 4 000 patients suivis en Bretagne en 2022

C'était hier la journée internationale de lutte contre le VIH, le virus responsable du sida. En Bretagne, ce sont 4 131 patients qui ont été suivis en 2022 dans les centres hospitaliers de la région, contre 3 962 en 2021, selon le COREVIH Bretagne, une instance de santé qui travaille à faciliter la prise en charge globale des personnes concernées par l'infection à VIH.

Près de 39 % de ces patients bretons sont pris en charge au CHU de

Rennes, une proportion stable, d'année en année. 50 % des personnes suivies le sont depuis plus de vingt ans.

L'association Aides note également que la tranche d'âge des 50-59 ans est la plus représentée. « Jusqu'à aujourd'hui en Bretagne, le mode principal de contamination, chez les femmes comme chez les hommes, est par rapport sexuel », poursuit l'association, dans un communiqué.

## Lutte contre les algues vertes : des agriculteurs engagés

Un point d'étape a été fait sur la troisième version du plan de lutte contre la prolifération des algues vertes, à l'occasion du comité régional réuni hier. Sur le volet préventif, il a notamment été question des zones soumises à contraintes environnementales, mises en place en 2022 sur les huit baies algues vertes et qui fixent aux agriculteurs concernés des objectifs à atteindre en matière de respect de l'environnement. Paiements pour services environnementaux, mesures agro-environnementales et climati-

ques... « Plus de 50 % des exploitants agricoles concernés se sont appropriés leurs objectifs individuels à atteindre, et plus de 400 exploitants se sont d'ores et déjà engagés dans un dispositif d'évolution des pratiques agricoles », indique ainsi le conseil régional, qui pilote le plan avec l'État. Le projet de révision du programme d'action régional nitrates, qui comprend des mesures réglementaires spécifiques aux baies algues vertes, sera soumis à consultation du public en février 2024.